

# Le Cap Vert et ses émigrés

E. Andrade: *Monsieur Alvaro Apolo Pereira, vous êtes le président désigné de l'Institut des Communautés qui remplace l'Institut d'Appui aux Emigrants (IAPE). Je voudrais savoir si ce changement de nom représente, oui ou non, un changement de politique à l'égard des émigrés capverdiens.*

A. A. Pereira: *L'IAPE, créé durant la première République, répondait à l'époque à ce qu'on considérait comme étant la meilleure réponse aux besoins des émigrés capverdiens: prêter assistance à ceux qui venaient en vacances ou étaient tout simplement de passage. Il s'agissait d'un appui concernant, entre autres, des démarches administratives.*

Durant la deuxième République on a procédé à un bilan de la situation et on a estimé que ce système était dépassé. Les problèmes qui se posent aux émigrés aujourd'hui ont bien changé et sont devenus plus complexes. Désormais, l'émigration n'est plus seulement masculine. Des regroupements familiaux se produisent de plus en plus. Nous comptons à l'heure actuelle avec une deuxième génération qui vit parfois des situations fort pénibles. Il y a, entre autres, des chocs relatifs aux valeurs tant sociales que culturelles, même si cette génération s'identifie avec les parents. Elle n'accepte pas tout à fait toutes les valeurs de la société d'accueil mais n'accepte pas non plus celles de la société d'origine.

Au Portugal par exemple, ces problèmes se traduisent notamment par un très grand taux d'échecs scolaires chez les jeunes. Ce qui limite leur insertion sur le marché du travail et est à la base de bien de problèmes sociaux. A cela s'ajoutent des problèmes liés aux bidonvilles, à la sécurité sociale...

Tous les efforts sont faits pour améliorer les conditions de vie des communautés capverdiennes vivant à l'extérieur. Nous

essayons maintenant de définir une politique d'émigration allant vers ces communautés, surtout celles les plus démunies.

Voyez comment l'émigré est perçu dans le programme du gouvernement. Il n'est plus considéré seulement comme celui qui envoie de l'argent. Il est aussi considéré comme ayant besoin d'une intervention allant du pays vers lui.

---

**"L'émigré n'est plus considéré seulement comme celui qui envoie de l'argent. Il est aussi considéré comme ayant besoin d'une intervention allant du pays vers lui."**

---

On va procéder bientôt à la création d'un Fonds autonome de Solidarité (avec la communauté émigrée, évidemment!).

E. Andrade: *Et comment pensez-vous vous y prendre?*

A. A. Pereira: Nous pensons commencer, tout d'abord, avec la caractérisation de la situation des émigrés capverdiens dans chaque pays d'accueil. Pour certains pays nous avons déjà pas mal de données. Le Portugal, par exemple, où des études ont été réalisées. Nous allons en commander d'autres. Pour ce faire, nous pensons contacter des Universités en leur demandant d'encourager les étudiants à choisir comme objet d'études pour les DEA ou Doctorat des thèmes concernant la problématique de l'émigration capverdiennne. Dans les pays où il n'y a pas autant d'étudiants capverdiens qu'au Portugal ou aux Etats Unis par exemple, on essayera d'établir des partenariats avec les Consuls et/ou les Ambassades. On fera appel également à des ONG ou personnalités qui dans les pays d'accueil prêtent un appui fort important aux immigrés capverdiens.

Ensuite nous élaborerons un programme comprenant des projets pour chaque

pays. En liaison avec la diaspora capverdiennne on essayera de constituer une banque d'idées d'investissements pour certains pays. Nous aurons un code d'investissements pour les émigrés. Nous plaiderons pour qu'il y ait une réduction des taux de dédouanements.

Là où le besoin se fera sentir, nous encouragerons la création de Maisons de la Culture ou de la Communauté. Pour des initiatives de ce genre, nous recourrons au budget du Fonds dont nous avons déjà parlé. Le rôle de l'Institut sera essentiellement et autant que possible celui de faciliter la matérialisation des initiatives des émigrés.

En Hollande, par exemple, la communauté capverdiennne résidente - qui a comme partenaire la Mairie de Rotterdam - a pris l'initiative de créer une Maison de la Culture. Notre gouvernement y avait un édifice, l'a vendu et l'argent obtenu représentera son appui à la création de cette maison.

Dans d'autres pays, cas de l'Angola et de São Tomé e Príncipe particulièrement, notre intervention sera une assistance d'urgence. Nous sommes en train d'étudier une politique d'intervention qui sera de longue durée et non pas d'interventions ponctuelles.

E. Andrade: *Depuis quelque temps bien de jeunes sont rapatriés, surtout des Etats Unis, souvent sans que les autorités capverdiennes soient informées. Que pensez-vous faire pour faciliter leur reinsertion dans la société capverdiennne ?*

A. A. Pereira: Ces jeunes rapatriés ont généralement été condamnés et viennent subir ou achever leur peine. Ils sont ainsi des agents potentiels de problèmes sociaux. Nous sommes en train de considérer l'expérience des Açores dans ce domaine, qui s'avère fort positive. Les autorités, qui sont généralement informées de leur arrivée au pays, vont les accueillir et les acheminer vers une institution où ils reçoivent une formation. Après cette formation et en attendant qu'ils trouvent un travail, ils bénéficient d'un subside de survie.

Nous sommes conscients que nous avons devant nous un énorme défi mais nous pensons le relever avec l'appui de tous: les autorités des pays d'accueil, les ONG d'appui aux immigrés et la communauté capverdiennne organisée.

L'entretien avec Monsieur Alvaro Apolo Pereira a été enregistré par Elisa Andrade